



HAL
open science

Les sociétés économiques et humaines en danger, Une relecture de “ l’homme mondial .

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les sociétés économiques et humaines en danger, Une relecture de “ l’homme mondial .. 2020. hal-02568952

HAL Id: hal-02568952

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02568952v1>

Preprint submitted on 10 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les sociétés économiques et humaines en danger

Une relecture de « l'homme mondial »¹

Pax Economica
Jacques Fontanel
Economists for Peace and Security
Grenoble, April 2020

Les périodes de crise conduisent inéluctablement à s'interroger sur les causes de leur apparition. La plupart du temps, des réponses « techniques » d'experts sont apportés, souvent a posteriori. De fait, les économistes n'ont pas tous les mêmes reconnaissances d'expertise et la parole est presque toujours donnée à ceux qui professent une foi inébranlable dans l'économie de marché, le capitalisme, la compétition, la concurrence, avec des compétences affirmées dans des mathématiques puissantes. Sur la base d'informations macroéconomiques dédiées, parfois discutables tout de même, les études économétriques et comptables donnent des prévisions qui semblent apporter un éclairage sur un avenir qui, qui malheureusement, ne correspond que très rarement aux résultats réels des années considérées. Si les objectifs sont dépassés, les économistes « officiels, » estiment que le fait d'avoir fourni ce type d'information a incité des décideurs économiques à modifier leurs orientations et permis d'obtenir de meilleurs résultats. S'ils ne sont pas satisfaits, c'est que l'Etat n'a pas été capable de mener la politique économique d'incitation à l'activité des entreprises. Aujourd'hui, les mêmes économistes qui contestaient l'endettement de l'Etat, qui exigeaient la réduction de la l'interventionnisme économique de l'Etat et considéraient normales les redistributions très inégalitaires des revenus en faveur des actionnaires, exigent de l'Etat qu'il vienne soutenir les entreprise quel que soit le coût et les dépenses afférentes.

D'autres économistes ou sociologues ont émis des doutes sur les effets de la mondialisation, le mépris des services publics jugés constamment inefficaces et le soutien à apporter exclusivement au secteur privé. Il y a près d'un quart de siècle, à un instant de notre histoire commune où internet ne jouait pas le rôle central dans la vie quotidienne des gens², Philippe Engelhard, nourri de nombreuses lectures de philosophes, économistes sociologues, s'interrogeait sur la survie des sociétés humaines. Il mettait en avant le potentiel économique mondial, en soulignant que les pays du Sud ne pourraient sans doute pas suivre les mêmes stades de développement que les

¹ Engelhard, P. (1996), *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?*

² Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), *La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers*, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

pays du Nord³, au regard de l'exploitation des ressources naturelles et de la pollution. La mondialisation détruira l'idée même des avantages comparatifs, le rôle des Etats sera délégitimisé dans l'économie sociale, la pauvreté sera permanente et les inégalités inacceptables, la croissance produira moins d'emploi, la précarité se développera et enfin le déclin du politique, du social et du culturel non marchand s'étendra dans toutes les zones de la Terre. Pour empêcher cette société de susciter des tensions sociales et sociétales mortifères, il faut réintroduire le primat du politique et d'une démocratie de s'imposant aux mécanismes algorithmiques dévastateurs de la violence concurrentielle quotidienne. D'autres analyses ont apporté des réflexions similaires vers plus de solidarité, d'éthique, de respect de l'environnement et de l'écologie, du contrôle des progrès techniques dévastateurs⁴.

Ces analyses sont aujourd'hui présentées de nouveau dans la réflexion économique et les arguments convergent. Pour Montesquieu ou Adam Smith, l'économie de marché est un facteur de paix, car l'essor du commerce international rend solidaires et interdépendants tous les acteurs économiques. L'analyse de Fukuyama d'une fin de l'histoire s'est inspirée de cette évidence intellectuelle qui ne s'inscrit jamais dans les faits, les dernières grandes guerres mondiales en sont les témoins. Les inégalités croissantes, les rapports de force entre les Etats, les politiques individualistes (de la politique du « benign neglect » des Etats-Unis concernant le dollar au « beggar-thy neighbour » des paradis fiscaux) mettent en évidence des comportements individuels peu solidaires et surtout sans égard à l'égard des partenaires comme des ennemis.

Les guerres économiques continuent à s'appliquer çà l'encontre de tous les « rogue states », avec un niveau élevé de létalité mais peu ouverte aux statistiques. Pour améliorer la fluidité des échanges politiques, diplomatiques, économiques et stratégiques, les Etats ont mis en place des organisations internationales comme l'ONU, l'OMC ou le FMI, destinées à réguler les échanges commerciaux et diplomatiques et à régler les différends et conflits entre Etats. Cependant, les Etats conservent leur souveraineté et les conflits armés ont parfois éclaté entre des membres appartenant aux mêmes organisations internationales.

Les Etats ont subi une contestation croissante de leur rôle, notamment dans l'ordre économique. Leurs actions concernant l'écologie, le climat ou la pollution de l'air ont été fortement inspirées par les décisions d'organisations internationales spécialisées, trop souvent conseillées par les intérêts commerciaux et financiers dominants. Dans ce contexte, les Etats n'ont plus été capables d'assumer l'intégralité des composantes de la sécurité nationale, celle-ci étant progressivement affaiblie par la croyance (fictive) d'une sécurité internationale satisfaisante, grâce, notamment, au commerce international.

³ Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Masson, Paris.

⁴ Forrester, V. (1996), L'horreur économique, Fayard, Paris. Vatriani, P. (1993), Un concept de pauvreté disjonctif, Economie appliquée, décembre. Fontanel, J. (1979) Ecologie, économie et plurigestion, Editions Entente, Paris, Boyer, R. (1997), Mondialisation, au-delà des mythes, La Découverte, Paris., Mattelart, A. (1997), La nouvelle idéologie globalitaire, in La mondialisation au-delà des mythes, La Découverte/Poche., Viveret, P. La guerre économique n'est pas une fatalité, in la Mondialisation, au-delà des mythes, La Découverte, Paris. Boyer, R., Drache Ed., States against market, Routledge, New York. Eisner, R. (1994), The misunderstood Economy. What counts and how to count it ? Harvard Business School Press, Boston.

Pour Philippe Engelhard, trois logiques s'imposent dans les sociétés modernes, à savoir la mondialisation de l'économie (qui n'est sans doute pas l'aboutissement ultime de la modernité occidentale), la remise en cause de l'Etat-Providence (qui entérine la fin du politique) et le lent processus d'érosion et de destruction brutale des cultures.

La société capitaliste est fondée sur des postulats, qui n'appellent pas de vérification, qui apparaissent comme des vérités premières.

- Tout progrès technique et tout accroissement de la productivité sont favorables à la société.

- La concurrence et la compétitivité du marché constituent, à terme, le mode de régulation le plus efficace et le plus juste.

- Les inégalités et la pauvreté peuvent être réduites, normalement, à long terme. Les avantages collectifs provoqués par cette situation sont supérieurs aux coûts. D'ailleurs, une croissance économique rapide résorbe le chômage et la pauvreté.

- Les problèmes sociaux et politiques ne sont que les conséquences des problèmes économiques. La marchandisation du monde est un facteur essentiel de paix universelle.

- L'Etat ne doit pas avoir un rôle économique de premier plan. Il doit surveiller son orthodoxie financière, laquelle est une condition, à long terme, du développement économique.

L'idée dominante du capitalisme mondial contemporain, c'est toujours l'existence de « la main invisible » du marché. Le rôle de l'Etat a été progressivement réduit. Ainsi, la politique monétaire est menée par une banque centrale indépendante, les taux d'intérêt sont définis sur les marchés financiers internationaux, l'action publique en matière d'emploi est fortement contrainte par la concurrence internationale. Cependant, si le marché réel a des vertus, il est éloigné du monde ouaté des économistes. A long terme, le marché trouve toujours des solutions, le véritable problème c'est la durabilité et la difficulté de la transition. D'ailleurs, aucun pays ne s'est développé selon les normes libérales hypothétiques. L'évacuation progressive du politique ne rend pas pour autant le pouvoir au peuple. L'économie mondiale génère au moins autant de pauvretés que de richesses.

Le capitalisme a échoué pour supprimer, en deux siècles, le sous-développement. Aujourd'hui, de nombreux pays en voie de développement connaissent une croissance économique sans développement et sans éradication de la pauvreté. Les marchés financiers par le biais des taux d'intérêt et des anticipations exercent une véritable dictature sur les économies et les Etats sont fortement endettés. L'augmentation des taux d'intérêt empêche l'investissement et la croissance économique. La mondialisation ne conduit pas non plus à une homogénéisation du mode de production, mais elle développe la concurrence transnationale. La globalisation de la technologie suscite des emplois de plus en plus qualifiés et en supprime un plus grand nombre non qualifié. Elle exerce une forte pression sur les rémunérations et l'emploi. Les licenciements ne sont plus un pis-aller, ils sont un objectif (poursuivi avec acharnement selon Engelhard) comme un autre. Autrement dit, le système n'a pas pour objet d'éradiquer la pauvreté. Il en résulte une fragmentation sociale et un affaiblissement du politique.

Il est intéressant alors de comprendre le potentiel économique mondial et le processus de mondialisation contemporain. Le rôle économique de l'Etat, la persistance de

↳ pauvreté et des inégalités, la place du travail et du chômage dans la société et enfin l'affaiblissement des valeurs morales et culturelles.

A) Le potentiel économique mondial

On peut distinguer très schématiquement le potentiel économique des pays du Nord (pays développés) de celui des pays du Sud (pays en développement).

a) Les pays du Nord

Dans le Nord, la crise n'est pas la même pour tout le monde. Le chômage structurel est dû à la globalisation des technologies économes en travail, à l'endettement élevé et à la montée d'une concurrence très forte. Alors que la rémunération du travail est stagnante, le capital productif par travailleur n'a fait que croître (avec un coefficient multiplicateur de 7 pour la France et l'Allemagne de 1950 à 1992, de 14 pour le Japon et seulement de 2 pour les Etats-Unis). Le coefficient du capital a lui-même formidablement augmenté de près de 50% en France, Allemagne et Japon, alors qu'il a diminué aux Etats-Unis (-10%).

Pour Verdoon, il existe une relation entre la croissance de la demande et celle de la productivité, ce qui est confirmé jusqu'en 1973. A partir de là, il y a une rupture structurelle, le coût de l'innovation devient de plus en plus élevé, et ce indépendamment de la demande. Une relance de la demande aurait des effets positifs sur l'emploi et la productivité, mais moins qu'avant. La reconstitution des marges des entreprises ne s'est pas traduite par un accroissement de l'emploi, car les technologies ont la peau dure et on a insisté surtout sur les techniques de type labour saving. Il y a donc un « effet cliquet » de la technologie qui exerce en même temps une pression sur le coût du travail. Un retour vers des techniques plus intensives en travail est possible avec la réduction du coût de celui-ci, mais il ne peut s'appliquer qu'aux PME, au niveau d'accumulation du capital n'ayant pas atteint un seuil irréversible et non soumises à une concurrence internationale forte. Les européens ont protégé les salaires au détriment de l'emploi. Aux Etats-Unis, les emplois créés de 1980 à 1986 l'ont été à un salaire en moyenne inférieur de 60% à la moyenne des salaires industriels. Le pouvoir mimétique du modèle technologique dominant et sa relative irréversibilité l'emportent le plus souvent sur les considérations du prix du travail. La solution c'est la réduction de la durée de travail, mais on se heurte alors à la compétitivité internationale.

Il y a un surendettement. Les Etats-Unis ont financé leur effort militaire des années 80 par les « US Treasury Bonds », avec un risque financier faible. La demande fut très forte et les taux d'intérêt se sont développés. Les Etats habituellement créditeurs vont devenir débiteurs, avec l'idée d'une relation entre taux de croissance et taux d'endettement, le premier limitant l'évolution du second. On a même défini des objectifs budgétaires de stabilisation du ratio d'endettement par rapport au PIB. On a aussi engagé une politique de déflation compétitive, sur la base d'un objectif de taux de croissance de l'économie supérieur au taux réel de l'intérêt, lequel est la résultante des forces sur les marchés internationaux. Ce qui implique des mesures de rigueur. Or, les taux d'intérêt réels n'ont que peu de chance de baisser durablement :

- La nature du système monétaire européen (fondé sur le dollar et supposant un déficit de la balance des paiements américaine) et des déficits américains (d'ailleurs en résorption pour le budget de l'Etat) y font encore obstacle.

- La montée des fonds de pension (qui contrôlaient en 1991 l'équivalent du tiers du revenu mondial, soit 8000 milliards de dollars) dans le pouvoir des entreprises conduit à un nouveau pouvoir financier au détriment du pouvoir des entrepreneurs. Un produit financier est plus facile à réaliser qu'un profit de production. Comme le disaient Marx et Lénine, les grandes firmes tendent à privilégier l'accumulation du capital financier au détriment du capital réel. Les intérêts financiers font la pression pour des taux d'intérêts élevés. La

spéculation qui augmente l'incertitude crée un climat propice aux taux d'intérêts élevés. L'euro pourrait créer un climat de confiance et donc des taux d'intérêt et des produits financiers réduits.

- L'endettement croissant exerce une influence décisive sur l'augmentation des primes de risque. Dans ces conditions, les Etats sont de plus en plus demandeurs de capitaux, jusqu'au point où la réduction des dépenses des Etats peut conduire au démantèlement de la protection sociale.

b) Les pays du Sud

L'amélioration des conditions de vie dans le Sud est indéniable. L'éducation a fait d'immenses progrès avec le quintuplement du nombre d'adultes sachant lire et écrire et l'abaissement de la mortalité infantile. L'Asie bat tous les records de croissance. Ceci est dû à l'industrialisation, à l'amélioration de l'éducation, de la santé, et du rôle dynamique des idées et du progrès technique permise par l'action des autorités publiques. Le progrès technique est souvent considéré comme un facteur exogène à l'économie. Or, c'est un bien rare dont la production a un coût et qui fournit une rente à son producteur. Les pays du Sud y ont alors difficilement accès. Les détours de production sont de plus en plus longs et coûteux. Le faible accès au capital rend difficile l'essor du progrès technique. Son introduction dans les pays du Sud peut créer du chômage, il est alors nécessaire de gérer politiquement la transition.

Les pays les plus ouverts économiquement semblent aussi réussir les meilleures performances économiques. La croissance tirée par les exportations l'emporte sur la croissance par substitution des importations. Les pays qui se sont fortement ouverts ont réalisé une plus grande substitution aux importations que ceux qui s'étaient donnés prioritairement cet objectif. En outre, il existe une corrélation entre la croissance des salaires réels dans l'industrie et le taux de croissance moyen des exportations. (World Development Report, part B, 1995). Il y a cependant des limites à la croissance tirée par les exportations. Les pays du Sud-Est asiatique, qui ont le mieux réussi, ont utilisé le levier du marché interne le plus rapidement. Le Japon avait développé la stratégie en V, d'importations d'abord, de substitution aux importations ensuite et d'exportations enfin. Les nouveaux pays industriels ont d'abord eu une stratégie d'import-substitution avant d'engager la procédure du développement par les exportations. Comme les capacités d'exportation sont limitées, la généralisation de cette stratégie est difficile à admettre. L'internalisation de la croissance, qui provoque les nécessaires synergies sectorielles (effets externes) et spatiales (ville/campagne), est une condition de lutte contre la pauvreté. Pour l'instant, la croissance a du mal à vaincre la pauvreté. Les 20% les plus favorisés de la planète reçoivent 85% du PNB mondial. La théorie du rattrapage de Rostow de la linéarité du développement est alors contestable, d'autant qu'il faudrait au continent africain un taux de croissance de 6% pendant 25 ans pour obtenir un revenu par tête de 1000 dollars (contre 3000 pour l'Indonésie, actuellement). Cependant, pour la Banque mondiale, la Chine sera la première puissance du monde en 2030. Une croissance rapide peut dans certaines conditions réduire la pauvreté, mais il faut que se développe une classe moyenne. L'Inde avec un fort taux de croissance dispose de 10% de personnes ayant un niveau de vie occidental, 30% au-dessus du seuil de pauvreté et le reste en-dessous de ce seuil. Il faut une redistribution. Dans les années 60 25% des paysans étaient propriétaires contre 70% aujourd'hui.

Pourquoi l'Asie s'est-elle engagée dans un processus de développement que n'arrive pas à rejoindre l'Afrique ? C'est peut-être un problème de cohérence sociale et de confiance. Les dirigeants asiatiques étaient au moins aussi corrompus que les africains. Il y a cinq différences essentielles.

1) il existe en Asie des entrepreneurs actifs. En Afrique, ils ont été anesthésiés par la colonisation.

2) En Asie, il y a une conscience des intérêts économiques, alors qu'en Afrique d'autres valeurs sont privilégiées.

3) En Asie, l'argent de la corruption est réinvesti dans le pays, ce qui n'est pas le cas pour l'Afrique.

4) En Asie la famille épargne, en Afrique elle consomme.

5) En Asie, une faute suppose une sanction, en Afrique tout le monde paie. Les sociétés africaines sont contre-productives.

On peut ajouter que le taux d'endettement de l'Afrique subsaharienne est de 110%, contre 40% pour l'Amérique latine et 25% pour l'Asie de l'Est. Le nouveau rythme de croissance est de plus en plus porteur d'exclusion et d'inégalités.

Les organisations économiques internationales (GATT, OMC, FMI, Banque Mondiale, etc.) ont régenté les pays du Sud, avec des résultats pour le moins controversés. Elles insistent sur la réduction des déficits publics et extérieurs, devenus prioritaires, alors même que la pauvreté ne peut se passer d'une action collective et solidaire. Leurs philosophies rencontrent leur no-bridge, aporie fondamentale de Keynes. Au fond, elles se sont plutôt préoccupé du remboursement de la dette.

B) Le processus de mondialisation

Le processus de mondialisation est incontestable. Il présente plusieurs formes, mais la finance internationale se présente comme sa réalisation la plus achevée, au même titre que l'essor des firmes multinationales.

a) L'expression de la mondialisation

La mondialisation s'exprime par un accroissement des échanges, une explosion des investissements directs à l'étranger (IDE) et un renforcement de la concurrence. Elle conduit à la guerre des prix et de l'innovation, à la lutte pour le contrôle des firmes rivales, à la montée en puissance des organismes de fonds de pension qui généralisent la « corporate governance », c'est-à-dire la recherche exclusive de la maximisation du profit et des dividendes. Les entreprises cherchent à optimiser, par les procédures de la planification, l'organisation planétaire de leurs activités. Elles imposent de facto un ordre économique, en rivalisant avec les Etats, par le marchandage aux implantations industrielles et commerciales. La moitié des exportations des produits industriels est réalisée par les firmes multinationales (FMN) ; celles-ci représentent en outre 30% des exportations de l'Argentine et 40% du Brésil. Si l'on tient compte des participations des FMN dans les autres entreprises, c'est presque l'intégralité du commerce extérieur américain qui concerne les FMN. Un rapport de la CNUCED indique qu'en 1995 les 40 000 FMN réalisent les 2/3 du commerce mondial. Leurs filiales font, en outre, un chiffre d'affaires supérieur à 10% de la production mondiale.

Le modèle de l'Organisation Mondiale du Commerce répond à la fiction parétienne. On se situe dans le cadre de la concurrence parfaite (paradigme Walras-Pareto-Debreu), qui conduit aux conditions optimales de la production. Or, il existe autant de situations optimales que de répartitions initiales des richesses. L'optimum parétien est instable. En outre, la théorie du second rang de Lancaster et Lipsey montre que lorsque les conditions de la concurrence ne sont pas toutes réunies, rien ne prouve que d'en remplir quelques unes nous rapproche de cet optimum. L'abaissement des barrières douanières en situation d'oligopoles ou de monopoles, si les coûts d'information ou de transaction ne sont pas nuls, ne conduit pas nécessairement à l'optimum. Si en quatre ans on a pu réduire les droits de douane de l'ordre de 6 à 7%, l'évolution des taux de change conduit à en enlever l'intérêt. Les avantages comparatifs sont pervertis par l'évolution des taux de change. Le problème réside souvent moins dans la mobilité des facteurs économiques que dans leur mobilisation n'importe où n'importe quand.

La mondialisation ne résulte pas d'un projet concerté, mais d'un processus croissant d'interactions d'activités qui assurent aux FMN une situation de quasi monopole. Elle se

manifeste par les fusions ou participations, par le contrôle des processus de production, de recherche et de commercialisation, par une réduction des coûts transactionnels. Pour Williamson, la mondialisation serait due aux imperfections du marché, que les FMN créent elles-mêmes. En outre, l'incertitude croissante rend peu opérante la planification ex ante des grandes firmes et les contraint à absorber leurs zones d'incertitude. On assiste à l'essor des firmes-réseaux plus fluides et flexibles, mais fortement rattachées au centre par les moyens nouveaux de communication (à l'exemple de la société Benetton). Les FMN sont de nouveaux empires du monde déterritorialisés. General Motors a un chiffre d'affaires supérieur à celui de l'Indonésie ou du Danemark ; on peut faire une relation similaire entre Ford et la Turquie, Royal Dutch et la Pologne, Toyota et le Portugal, Unilever et le Pakistan, IBM et le Vénézuéla ou la Malaisie, Nestlé et l'Égypte. Ce sont des zones géantes de planification technocratique.

b) La mondialisation financière

Le désordre monétaire international est insupportable. Actuellement, si 1% du total des actifs financiers se comportait de manière agressive, il en résulterait une crise financière considérable. Les variations des changes finissent par détruire l'idée des avantages comparatifs. Il y a cette asymétrie du rôle national et international du dollar, un rapport de force trop favorable aux financiers, un endettement qui permet la spéculation et une instabilité générale des économies. La valeur d'une monnaie réside dans la valeur des biens que l'économie qui l'émet est capable de produire. C'est pourquoi le dollar n'est pas une base suffisante pour être l'étalon de valeur international. Keynes avait raison avec son Bancor. Mais le dollar fait toujours la loi. Les américains se moquent de leur rôle de banquier international, la politique monétaire n'est soumise à aucune contrainte extérieure, pas même celle de l'endettement. Le maintien d'un taux d'inflation quantifié immuable suppose la conservation permanente d'une réserve de capacité de production stérile pour absorber les chocs. Avec une demande insuffisante, l'économie n'investit pas assez, la demande et l'offre sont freinées, ce qui ne permet pas à l'emploi d'atteindre son niveau naturel. Le droit de seigneurage (droit d'émettre la monnaie) donne aux États-Unis l'extravagant avantage de financer à peu de frais leurs déficits. Cette absence d'étalon international favorise la constitution de blocs régionaux. L'euro est susceptible de devenir un concurrent au dollar, mais il y a aussi le risque de l'accélération de la spéculation. L'idée d'une monnaie mondiale est inévitable. Les défenseurs de l'autonomie des banques centrales et de leur orthodoxie devraient être les propagandistes d'une monnaie internationale et d'une Banque centrale mondiale.

La mondialisation s'exprime par la règle des trois D : déréglementation, désintermédiation, décloisonnement.

- La déréglementation conduit à la suppression progressive des règlements et des contrôles en matière de fixation des prix des services bancaires, avec la suppression du contrôle des changes, la libéralisation des taux d'intérêt à long terme, la création de nombreux produits financiers, le développement des marchés dits dérivés (avec les risques énormes qu'ils font peser sur les institutions financières).

- La désintermédiation suppose la titrisation (secrurisation en anglais), notamment avec les bons du Trésor ou les obligations d'État. Engagée par la société Merrill Lynch en 1977, elle conduit à la disparition progressive de la frontière entre le liquide et le moins liquide.

- Le décloisonnement des marchés nationaux conduit à la suppression entre le long et le court terme, comme il y a effondrement de la barrière du marché des changes et des marchés financiers. L'ouverture de la bourse et du marché des créances des États et des grandes firmes aux opérateurs étrangers est enfin très significative de ce mouvement. Fin 1992, en France, les non-résidents détenaient un tiers de la dette publique négociable.

Les marchés dérivés sont très dangereux. Il s'y négocie des titres spéciaux, les options, qui sont des contrats d'assurance qui permettent de se prémunir contre des hausses ou des baisses non souhaitées. Le prix de l'option est une prime d'assurance et l'option le

contrat d'assurance. Or, il y a une spéculation considérable sur les options Il y a 3 types d'intervenants : les hedgers (acheteur) souhaitant limiter leurs pertes en achetant des options, les spéculateurs et les arbitragistes qui jouent sur les incohérences du marché au comptant ou à terme pour encaisser des gains peu risqués mais peu importants. Il n'existe pas de limitation à la perte potentielle du spéculateur et des institutions qui émettent initialement ces options. La perte d'un vendeur d'option peut être considérable et s'il y en a un qui est défaillant, tout le système peut se gripper.

Pour Henri Bourguinat (La tyrannie des marchés, Economica, Paris, 1996), trois risques globaux menacent le système :

- Le risque domino qui, progressivement, en cascade, conduit tous les acteurs à être concernés par une défaillance ;
- Le risque rétroactif. Le gonflement des opérations sur les marchés dérivés peut assécher le marché des titres réels. Ainsi, les échanges en termes d'indice CAC 40 du MATIF ont été 2 fois supérieurs que l'ensemble des transactions sur action.
- Le risque systémique qui est l'addition des deux précédents et peut conduire à une crise financière généralisée par dysfonctionnements cumulatifs. Il n'existe pas de théorie mathématique susceptible d'aider les opérateurs. Le contrôle des opérateurs est d'autant plus difficile à réaliser que les engagements des banques sur les marchés dérivés figurent hors bilan et représentent fréquemment 5 ou 6 fois le montant des capitaux propres. Enfin, la concentration des opérations dérivées accroît considérablement le risque global. Fin 1992, les banques américaines contrôlaient 90 % du marché des produits dérivés aux Etats-Unis, ce qui constitue une concentration trop importante si une des 7 grandes banques venait à faire faillite, même si le FED lui viendrait probablement au secours. Ceci étant l'effet de panique peut être dévastateur. Il y a une indépendance croissante des marchés. Le niveau de risque converge, car les marchés financiers contraignent les pays à réduire dans une même proportion leur endettement et leur déficit.

Il faut dégonfler l'endettement international, qui se poursuivra aussi longtemps que les taux de croissance seront inférieurs aux taux d'intérêt. La pression monétaire est une expression de la guerre par d'autres moyens. Or, les opérateurs financiers ne sont pas élus démocratiquement, à moins d'accepter le suffrage censitaire. On exige une réduction des dépenses de l'Etat et des déficits publics, mais il n'est pas certain que ce soit la bonne solution. Il faudrait en finir une fois pour toute avec la dette du tiers monde. Lorsque Bush et le Congrès décidèrent de prendre à la charge du budget fédéral les pertes des caisses d'épargne (500 milliards de dollars, correspondant à la dette des pays en développement) il n'y a pas eu de crise ou de difficultés majeures. On pourrait créer une monnaie centrale mondiale, résorber la dette du tiers monde et désendetter progressivement le Nord. Engelhard propose alors que la banque centrale mondiale (ou un accord entre les grandes banques centrales) rachète la dette des pays du Sud, sans exiger ni le principal ni les intérêts. Elle demanderait seulement aux pays de résorber progressivement leurs déficits, et à l'échéance elle créerait de la monnaie mondiale. Il n'y aurait donc pas d'effet d'éviction. Il y a donc à la fois un effet déflationniste par le refus des déficits et un effet inflationniste par la création de la monnaie mondiale. On pourrait enfin retenir la proposition de Tobin d'établir un impôt sur les mouvements financiers en devises. Le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) estime qu'un impôt réduit à 0,05% découragerait les mouvements intempestifs de la spéculation et rapporterait 150 milliards de dollars par an, soit le double de l'aide internationale actuelle. Les lobbies financiers seraient alors contrôlés.

c) Les firmes multinationales

Les FMN déversent des produits apatrides, standards. Il y a un nivellement des cultures par le bas, leur réduction au seul dénominateur de la consommation. La charria fait bon ménage avec Coca Cola. Les centres de décision ne sont d'ailleurs pas totalement apatrides. Les FMN se prévalent d'une nationalité lorsqu'elles y ont intérêt. Mais elles ne

cachent plus que leurs intérêts fondamentaux sont distincts de la base nationale qui ne constitue plus qu'une référence formelle. Pour les dirigeants des FMN, toutes les régions du monde sont des sources importantes de revenus. Les FMN sont liées à un système d'intérêts du capitalisme mondial. Dans les automobiles de General Motors, 30% de la Pontiac Le Mans va à la Corée du Sud, 18% au Japon pour les composants de pointe, 8% à l'Allemagne, 4% à Taiwan. Il reste 4% pour les stratèges de Détroit, le lobbyisme, le contentieux, etc.. L'économie mondiale est donc de plus en plus fragmentée avec l'existence de régions, de grandes firmes et de zones d'intégration.

La plupart du commerce international résulte des échanges internes des FMN, qui elles-mêmes sont localisées dans les pays développés. C'est un bon tiers du commerce mondial qui échappe ainsi aux règles de l'OMC. Dans les 300 000 voitures importées au Japon, le tiers était immatriculé aux Etats-Unis, mais parmi elles plus de 60% étaient japonaises construites aux Etats-Unis. Lorsque le Président Bush va au Japon pour représenter les automobiles américaine, il fait peu de cas du multilatéralisme qu'il prône dans le cadre de l'OMC. L'ouverture aux services est considérable, car ce commerce est celui qui va le plus se développer dans les années à venir. La pression concurrentielle restera toujours forte entre les firmes nationales et les filiales des FMN. On a dû établir des « prix de transferts » des multinationales, pour réduire les effets de la guerre fiscale ou cambiaire, mais cela n'a pas empêché les hostilités. Les Etats-Unis ont procédé à des redressements fiscaux pour Toyota, Nissan et le Japon a fait de même pour Coca Cola. Chacun essaie de refile le « mistigri » du chômage. Le concept d'avantages comparatifs est vidé de son contenu réel. avec le développement des FMN qui se taillent des empires économiques transnationaux. La concurrence internationale aura des effets dévastateurs tant qu'elle n'adaptera pas des règles fixant un salaire minimum, modulé selon le niveau de développement des différents pays. Nous sommes en quête de l'abondance disparue.

C) Le pouvoir réduit des Etats

Les Etats voient leur politique économique largement remise en cause dans le principe. En outre, leurs degrés de liberté se sont singulièrement réduits, notamment avec le phénomène de la mondialisation et celui de la régionalisation. Il existe encore un débat sur la légitimité de l'Etat et de son rôle dans l'économie. En outre, le processus de régionalisation et de délocalisation limite objectivement son action.

a) Le débat sur la légitimité de l'Etat

La règle commune sauve cependant de l'arbitraire. La société politique ne vise pas l'unanimité, ce sont les contradictions et les conflits qui donnent la vie, mais elle définit les règles de résolution des conflits. Toute démocratie ne peut survivre qu'en prenant appui sur un nombre élevé de citoyens intègres et formés. La loi sauve de l'arbitraire et engendre la confiance, mais ce sont les pratiques nouvelles qui donnent un sens. Jusqu'à une période récente, le souci était de rappeler la vanité du pouvoir. Le roi avait des contraintes spécifiques et parfois des risques de mort importantes. En Afrique, le pouvoir est rarement personnalisé. Le pouvoir a eu plusieurs formes, mais il s'est aussi déstructuré.

Dans les pays développés se développe une démocratie médiatique. La problème n'est plus de penser mais de se faire voir. La télévision est le pain et les jeux modernes de la Rome antique. Selon Popper, elle est une menace grave pour la démocratie qui permet le triomphe d'une l'opinion publique, elle-même contrôlée par les médias. La démocratie supposait la nécessité de convaincre l'autre. La démocratie médiatique substitue celle de plaire. La tentation de la séduction conduit à une manipulation délibérée. L'Etat est désarmé de l'intérieur, par la surenchère médiatique. C'est l'heure du désenchantement :

- Le principe de la subsidiarité dans l'Union Européenne donne une marge de manoeuvre importante aux Etats pour leur politique sociale, mais avec l'absence de politique budgétaire et monétaire active il n'y a plus d'essence dans le moteur.

- On assiste à un éclatement communautaire, avec la permanence de la dialectique du rejet et de l'absorption. La crise de l'immigration est le signe du mal-être de la société française

Dans les pays en développement, les pouvoirs autocratiques de l'indépendance n'ont trouvé que peu de résistance, avec l'idéologie du socialisme, confondu avec le communautarisme africain. La question est de savoir si la démocratie est une condition du développement. C'est d'abord une manière d'être de la société. Pour le gouvernement tunisien, la vraie démocratie commence dans la famille. Elle n'est pas la condition du développement, c'est la confiance qui en est le fondement. C'est plus la cohérence et l'homogénéité du corps social qui est facteur de développement que les modes de gouvernement particuliers. La crise des années 1970 est d'abord une crise de cohérence et de confiance.

b) Les débats sur le rôle économique de l'Etat

Pour les libéraux, l'Etat-providence n'a pas été un facteur de croissance, il a simplement eu un rôle certes redistributeur, mais aussi prédateur. Ce n'est pas l'action de l'Etat qui a constitué le moteur initial de la croissance, même si conjoncturellement elle a pu la soutenir. Le problème de l'action de l'Etat, c'est qu'il fait entrer la politique dans l'économique ; or, dans une société démocratique, les gouvernements rendent des comptes à leurs électeurs, et ils ont alors la tentation de succomber au laxisme. Les dépenses de santé en sont un exemple. Pour Kenneth Arrow²⁶, la santé est un des rares biens dont la demande dépend en même temps de l'offre (le médecin), qui peut alors produire sa demande à volonté, le malade ne sachant pas ce qu'il a. Avec l'assurance-maladie, plus personne ne conteste les frais de maladie. L'offre médicale induit sa propre demande, ce qui est justifié lorsque la couverture sanitaire est insuffisante, moins dans le cas contraire. Le chirurgien est maître de ses décisions d'opérer ou non. Il en résulte une croissance excessive des dépenses d'investissement. Face aux excès, des mesures de rigueur sont alors engagées et seuls les riches pourront alors s'offrir une médicalisation totale de l'existence.

Dans le modèle de concurrence pure, le plein emploi est assuré au prix d'hypothèses fortement contraignantes, qui rend sa spontanéité quasi impossible. Il est même très probable qu'à l'optimum (de second rang) le plein emploi ne soit pas réalisé. L'Etat keynésien a sans doute poussé la machine un peu loin. L'objectif « satisfecing » (la non-recherche de l'optimum afin de tenir compte de considérations politico-sociales, et notamment de la fragmentation sociale) des théoriciens des organisations (Simon) a servi de prétexte au manque de rigueur. On a trop dopé le moteur. Mais la rigueur a établi des règles qui oublient des fondements de l'économie en donnant pour base les grands équilibres. Le déficit budgétaire achoppe sur le problème de l'endettement et de taux d'intérêt réels supérieurs au taux de croissance de l'économie. Il interdit une relance non concertée et il renforce la politique de déflation compétitive suivie par la plupart des pays européens. La contrainte financière internationale pèse lourdement sur la politique budgétaire. Il n'y a plus beaucoup de marges de manoeuvre en matière de budget, sauf dans les choix internes structurels, le choix par exemple entre la construction d'une école ou l'achat d'un canon. Le refus de respecter les règles internationales souvent fixées par les opérateurs internationaux conduit inexorablement à la vente des titres d'Etat, ce qui provoque immédiatement une crise du change. Il y a donc une relation directe entre la politique budgétaire et le taux change, via le déficit budgétaire.

²⁶ Arrow, K. (1963). Uncertainty and the Welfare Economics of Medical Care. American Economic Review.

La marge de manoeuvre en matière monétaire est très faible, car l'inflation, les taux de change et les taux d'intérêt demeurent la préoccupation centrale des banques centrales de plus en plus autonomes. Or, ces trois éléments lui échappent. Elles peuvent certes agir sur les taux d'intérêt à court terme sur le marché monétaire, mais le découplage donne le pouvoir ultime aux marchés financiers et les taux de change sont solidaires des marchés financiers. Les différentiels d'intérêt, la déréglementation et le découplage limitent l'action de la banque centrale. Il s'échange chaque jour 1500 milliards de dollars sur les marchés des changes internationaux, somme qui avoisine le PNB de la France. La déflation compétitive est la seule politique revendiquée. La Banque centrale est démunie face à la spéculation internationale. En juillet 1993 la France a perdu la totalité de ses réserves de change, alors qu'auparavant la perte de 5% de celles-ci était considérée comme une catastrophe nationale. Il peut y avoir crise sans que les principes fondamentaux de bonne gestion d'une économie nationale ne soient mis en cause. Les marchés financiers exercent une véritable dictature et aucun pays ne peut s'y soustraire, dans un contexte mondial d'endettement et de dollarisation. La coordination des politiques constitue une solution, mais les contradictions d'intérêt prévalent encore. On veut bien s'en sortir, mais tout seul. Pour alimenter le reste du monde, la balance des paiements américaine doit être déficitaire. Tout se passe comme si les marchés financiers décidaient des taux d'intérêt et donc du destin de tous les hommes. A terme, la création d'une vraie banque mondiale centrale pourrait être le signe de la reconquête du politique sur le financier.

La politique industrielle est fortement compromise par la mondialisation. Elle n'a pas d'autres ambitions que de susciter les délocalisations, ce qui amène à se demander si les avantages comparatifs ont encore un sens. Porter lui oppose la notion d'avantage concurrentiel, mais on peut se demander de quelle compétitivité il s'agit: celle des firmes multinationales ou celle des espaces nationaux? On peut se demander si cette politique n'est pas aussi la seule en matière d'emploi. Enfin, chaque fois qu'un grand pays estime que ses intérêts sont contraires, il tente de contourner les règles fixées par les institutions internationales. Les Etats-Unis invoquent souvent la règle qu'ils contournent quand cela les avantage. Pour les chinois, les règles ne sont que des compromis momentanés.

c) La régionalisation rampante

La régionalisation se présente comme un mouvement d'internationalisation partielle, qui s'oppose parfois au processus global de la mondialisation, en créant des blocs relativement étanches. On assiste alors à la création de véritables citadelles (UE, NAFTA, ASEAN, G3 avec la Colombie, le Venezuela et le Mexique, MERCOSUR, CARICOM, UMA etc.). Les chevauchements favorisent les regroupements de plus vaste ampleur.

Est-ce que la régionalisation est une étape pédagogique vers le marché généralisé? Cette hypothèse est contestable. D'abord, cette intégration régionale n'est pas nécessairement optimale au regard de l'objectif visé, à savoir la réalisation du marché mondial. Krugman montre avec les instruments d'analyse de la tarification optimale que la structuration du monde en blocs n'est pas optimale, sauf dans deux conditions: soit un grand nombre de blocs, soit un seul, même si, dans les autres cas, les bénéfices peuvent l'emporter sur les coûts. Il ne faut pas croire pour autant que l'intégration enclenche une dynamique de développement, notamment dans les pays du Sud, aux marchés étroits et mal constitués et aux barrières naturelles et de transports importantes. La régionalisation modère un peu la concurrence et elle participe au maintien de l'emploi. Elle est sécuritaire. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) propose un marché ouvert, mais c'est la régionalisation qui semble l'emporter. Elle sert surtout aux grandes nations pour s'ouvrir les marchés des pays les plus faibles.

Il y a une interdépendance des politiques économiques (Mundell). Les gains d'une relance concertée sont incontestables. Le dilemme du prisonnier conduit généralement à des gains inférieurs à ceux de la coopération. Il faut donc combattre le préjugé qui considère que la régulation par le marché est toujours préférable à une politique volontariste. La perte

des pouvoirs de l'Etat n'a pas été compensé par un investissement du politique au niveau mondial. La régionalisation est une protection déguisée, un « hinterland naturel ». Il y a un réflexe sécuritaire. La régionalisation répond aux besoins de marchés suffisamment larges, en évitant les inconvénients de la concurrence mondialisée. En outre, il est possible que la concurrence internationale n'ait de sens qu'au sein d'un espace économique homogène. Or, cette protection n'est peut-être qu'illusoire. La protection tarifaire ne garantit pas une modération du jeu concurrentiel. Il peut y avoir, notamment à l'égard de l'internationalisation de la production et de la finance, un rejet progressif.

d) Les délocalisations

Les nouveaux pays industriels (NPI) portent sans doute une petite part de responsabilité dans le chômage des pays développés, mais ils n'en portent pas la responsabilité essentielle. Pour les activités à emplois non qualifiés, leur rôle de fournisseurs de chômeurs au Nord est incontestable; ce sont d'ailleurs les pays qui ont le plus de relations commerciales avec le tiers monde qui ont perdu le plus d'emplois. Au Nord, les emplois détruits sont peu qualifiés, mais les emplois produits sont très qualifiés. Cependant, les pays asiatiques font des produits de plus en plus perfectionnés et c'est ce qui est inquiétant.

La question de la clause sociale ou du dumping social devient de plus en plus pertinente, même si on ne peut exiger des pays en développement les mêmes niveaux de protection sociale que ceux qui existent dans les pays développés. Les FMN jouent un rôle particulier dans ce domaine, par leur politique de délocalisation. On assiste à un épuisement des réservoirs de productivité des pays du Nord. Pour assurer la rentabilité du capital, la réduction du coût du travail est parfois décisive dans l'implantation des activités productives. Cependant, au niveau global, le Sud n'a eu qu'un faible impact sur la restructuration industrielle. Le problème sera bien plus grave dans 10 ans, lorsque les NPI produiront tout, s'avèreront plus productifs et disposeront d'emplois aussi qualifiés que ceux existant dans le Nord. Mais même dans ce cas, il faudra les acheteurs du Nord et s'ils sont au chômage, il y aura une récession généralisée.

Il faut défendre la variété, la diversité dans la structure de production doit être préservée dans chaque pays. C'est une logique plus satisfaisante que celle de la concurrence tous azimuts, d'autant que la part du PNB qui échappe partiellement à la concurrence mondiale est encore importante (les 3/4). Englehard propose d'exiger des firmes qui délocalisent de payer à une agence internationale une fraction du différentiel des salaires et charges sociales dont elles bénéficient. Ces recettes seraient affectées à un fonds de sécurité sociale qui servirait aux pays pauvres et à amortir le coût du chômage pour les pays du Nord. On essaierait ainsi de compenser les externalités négatives de la délocalisation, il en résulterait, à terme, une forme de péréquation des revenus. En outre, une négociation continue entre tous les partenaires devrait permettre la fixation de normes et règles valables sur tous les marchés du monde.

La crise de l'Etat trouve son origine dans la crise économique qu'une globalisation économique et financière n'a fait que renforcer. L'Etat n'est plus le garant de la cohérence sociale, du fait des inégalités, des exclusions. La démocratie médiatique est la conséquence de l'asthénie de l'Etat. Le politique perd de sa substance, alors même qu'il faudrait le réhabiliter.

D) Pauvreté et inégalités

Comme l'affirmait Hegel, les nations riches ne sont pas assez riches pour résorber la misère. Quinze pour cent des américains vivent encore en-dessous du seuil de pauvreté et 75 millions d'entre eux perçoivent un revenu inférieur à celui de 1966. Selon l'INSEE, un ménage sur 4 est concerné par le chômage en France. Il y a donc permanence de la

pauvreté, l'application de politiques inadaptées et l'absence d'une politique d'environnement mondial satisfaisante.

a) La permanence de la pauvreté

Selon l'OMS, le nombre de pauvres s'accroît au rythme de la population du globe, soit 2% par an. Il y a la misère explosive, la prévarication, les homicides croissants, on finit même pas tuer les pauvres, notamment au Brésil. Le sous-emploi agricole atteint 65% au Pérou, 30% au Brésil. Les inégalités s'accroissent. La Chine obtient de bons résultats, mais son PNB par habitant est encore le tiers du tunisien. 100 millions de paysans chinois sont à la recherche d'un emploi dans les villes. En Inde 200 millions de personnes sont intégrées dans l'économie moderne, mais le reste subit encore les affres de la misère. S'il n'y a plus de famine mortelle, la lutte contre les minorités s'accroît au point de craindre encore pour les 100 millions de musulmans du pays. Au Sénégal, il y a 30% de pauvres, mais de faibles précipitations ferait monter ce pourcentage à 60%. C'est la précarité liée au climat. La pauvreté est accentuée par l'incapacité des paysans de s'organiser contre les gouvernements, les propriétaires terriens et les nouvelles classes urbaines. La pauvreté naît aussi de la croissance inégale. La ville de New York dépense autant d'électricité que toute l'Afrique sub-saharienne.

Cette pauvreté s'étend aussi au Nord et surtout à l'Est. Fin des années 70, la pauvreté avait quasiment disparu de l'Occident, comme caractéristique fondamentale de la société. Aujourd'hui, elle revient en force. Il y a 8 millions d'allemands et 5 millions de français en-dessous du seuil de la pauvreté. Le taux de mortalité infantile est devenu supérieur à New York qu'en Grèce. La drogue, la criminalité et la mendicité envahissent les sociétés urbaines. En 1991, dans l'ex-URSS, plus de 100 millions de personnes auraient vécu en-dessous du seuil de la pauvreté. Les exclusions se développent. L'exclu, comme le chômeur de longue durée par exemple, perd son droit à participer à la vie sociale. Un processus de fragilisation des classes moyennes est apparu, susceptible de provoquer un blocage de l'un des moteurs de la croissance occidentale. On assiste enfin à un effritement de la protection sociale et à la crise des retraites comme conflit des générations. La solidarité intergénérationnelle est compromise ainsi que l'Etat-Providence.

b) Des politiques inadaptées

Les ajustements recommandés ou imposés par le Fonds Monétaire International ont pour objectifs de retrouver les conditions d'une croissance saine et durable. La Banque mondiale cherche à se libérer des contraintes de rentabilité excessives, mais celles-ci sont souvent plus fortes que les nécessités du développement. On déprime alors la demande interne, ce qui fait obstacle à une croissance tirée par le marché local, ce qui conduit à la perpétuation du cercle vicieux de la pauvreté (pauvreté = faible consommation = peu de demande = peu d'offres correspondante = peu d'investissements = peu de production = peu de revenus = pauvreté = etc.). Le système international recommande pourtant à ces pays déjà faiblement armés pour accéder au développement économique, de réduire leur endettement (et donc leurs investissements), de limiter les subventions aux produits de première nécessité (et donc la consommation), de s'ouvrir au marché international (et donc de faire face à une recrudescence du chômage). Ces ajustements ont un coût considérable, ayant des effets irréversibles de nature à compromettre le démarrage d'une croissance à long terme. La rigueur est d'autant plus choquante que le remède ne s'est avéré finalement que faiblement efficace dans le temps. Aucun pays du Nord n'aurait pu accepter une telle rigueur. On dit que ces ajustements auraient été moins douloureux s'il n'y avait pas eu de prévarication et d'irresponsabilité internes. C'est sans doute vrai, mais on peut s'interroger sur les soutiens des États du Nord à ces régimes et à leurs modalités de financement. Les pays africains subissent ainsi un blocage sérieux de leur croissance. Il faudrait faire une

analyse de l'endettement par habitant et le comparer avec les revenus des pauvres, pour montrer qu'ils n'ont pas de responsabilité dans cet obstacle au développement.

On constate au Nord des rendements décroissants de la croissance en matière de lutte contre la pauvreté. L'épuisement des réserves de croissance rapide de production et l'augmentation du coût de l'innovation induisent un nouveau régime de croissance. La concurrence suppose de plus en plus d'investissements labour saving et ce palier devient irréversible. L'exacerbation du rationnel conduit au rejet du raisonnable.

c) La détérioration de l'environnement

La dégradation de l'environnement constitue un appauvrissement de la société. On assiste, dans les pays pauvres, souvent en voie de désertification, à une pénurie du bois de chauffe. Dans le cas sahélien, le cercle vicieux de la démographie et du climat accroît la pauvreté. Dans d'autres régions, c'est l'absence de pression démographique qui est la raison (ou l'une des raisons) de la pauvreté. Les hommes sont alors trop pris par le court terme, comme exigence de survie. Dans le monde entier, la dégradation des terres continue à un rythme rapide, la moitié de la superficie des USA serait constituée d'écosystèmes en danger. Les limites physiques de la production et du nombre des hommes n'est pas loin d'être atteinte. La production de céréales commence à devenir plus faible que la demande, les stocks diminuent. Les inégalités sont destructrices de l'environnement.

Il faudrait mener une politique de développement soutenable, c'est-à-dire durable (ce que le système consomme est égal au moins à ce qu'on lui restitue en ressources et en énergie). Or, l'entropie étant croissante dans un système fermé, il n'est pas évident qu'un développement puisse réellement être durable. Il faut établir des priorités entre le court terme productif et consommateur et le long terme de l'investissement et de l'écologie, la prise en compte intergénérationnelle entre le présent et le futur, en tenant compte de l'existence d'irréversibilités (biodiversité).

E) Travail et emploi

La logique du système techno-économique mondial conduit de façon irréversible à des processus de production de plus en plus intensifs en matière grise et en capital et de moins en moins en travail. Le chômage structurel ne peut alors que se développer. La croissance ne crée plus autant d'emplois et le partage du travail rencontre des difficultés de mise en place importantes.

a) La croissance sans emploi

La croissance permet de stabiliser le chômage structurel, d'obtenir des économies d'échelle, de dégager des surplus pour le financement des services publics et des emplois de proximité, de susciter des effets favorables sur les taux d'intérêt, de permettre le désendettement, d'initier un nouveau cycle vertueux (expansion de la demande, croissance de l'emploi, résorption des déficits, anticipations favorables, baisse des taux d'intérêt, etc...). Or, cette relation de cause à effet s'est largement atténuée. Selon Lorenzi et Borles²⁷ les conséquences du progrès technique sur l'emploi sont les suivantes :

- 1) Le retour à l'équilibre après un choc technologique ne peut se faire qu'avec une baisse du niveau de l'emploi.
- 2) Une hausse des salaires a des effets bénéfiques sur l'emploi, et une baisse des salaires un impact négatif évident.

²⁷ Lorenzi, J.H., Borles, J. (1995) Le choc du progrès technique. Economica, Paris.

3) Le retour au plein-emploi par une diminution du temps de travail peut se réaliser progressivement, à salaires constants, mais il en résulte une légère substitution du travail au capital, compte tenu de l'augmentation des salaires.

La croissance ne suffit plus à faire baisser le chômage, mais la baisse du salaire minimum encore moins. Le modèle compétitif créateur d'emploi (modèle allemand) est mort. L'Allemagne a fonctionné selon ce modèle avec des produits de haute qualité avec une main d'oeuvre très qualifiée et un rythme d'innovation soutenu. Ces conditions ne sont plus réunies et on retombe dans la loi d'airain de l'économie compétitive. Il faut sans cesse élargir les marchés, innover de plus en plus vite, ce qui est exténuant et ne permet guère l'erreur. Lorsque l'on commence à perdre, c'est peut-être pour toujours. En outre, les économies contemporaines n'ont plus besoin de leurs pauvres. Plus personne n'est incité à relancer la demande.

Le niveau actuel de la demande mondiale suffit à la reproduction du système, même au prix d'une forte régression sociale. L'échappatoire du Sud comme marché n'a fait qu'augmenter les seuils d'endettement. Sans réduction du temps de travail, à salaire égal, on ne voit pas comment le chômage structurel n'augmenterait pas. La logique volontariste de l'économie se heurte aux pouvoirs financiers. Pourtant, les pays qui connaissent le plus bas taux de chômage sont ceux où la cohérence sociale est la plus forte et où l'échelle des revenus est la plus étroite. Cette question a un intérêt politique au moment des périodes électorales. La peur de la fracture sociale est à même de développer une psychologie favorable à la croissance. Tout effort de relance est sanctionnée négativement par le marché, mais la non-relance produit aussi des anticipations défavorables.

b) Le partage du travail

La diminution du temps de travail à salaire égal est, dans la logique de la croissance de la productivité, un phénomène historique. Au Japon, le temps de travail était de près de 2500 heures par an en 1960, elle est de 2100 aujourd'hui. Or, la réduction de la croissance de la productivité, due en partie au moins au déficit de croissance de la demande, remet en question cette évolution. L'insuffisance de la demande a conduit à une substitution du travail au bénéfice du capital, c'est l'effet de « cliquet technologique ». Cette tendance se renforce maintenant, ce qui pose le problème de l'emploi. Une relance conduirait à une sanction des marchés financiers, une fuite de la monnaie nationale et une fuite de capitaux.

En 1993, les syndicats et Vokswagen ont décidé d'abaisser le temps de travail de 20% et les salaires de 10%. La solution à l'allemande consiste à financer, par l'impôt, les emplois que la croissance ne peut pas créer. Il vaut mieux transformer un chômeur de longue durée en un travailleur social, mais les prélèvements obligatoires sont maintenant considérables. Le « workfare » qui consiste à faire travailler les chômeurs plutôt que de payer des indemnités de chômage, ne résout que marginalement le problème, même si la redistribution du pouvoir d'achat exerce une influence positive. C'est un partage du travail concerté.

Par contre, les Etats-Unis ont choisi l'emploi au détriment des salaires. Cette solution a ses limites, car des salaires plus élevés incitent à l'innovation, à l'inventivité, à la recherche d'une nouvelle productivité qui compenserait les coûts. Vaincre le chômage au prix d'un accroissement massif de la pauvreté n'est pas une solution²⁸.

La monnaie unique élimine la contrainte extérieure de chaque pays membre, pour une grande partie des échanges au moins. Une relance communautaire serait alors possible. Cependant l'indépendance de la Banque centrale plus préoccupée de l'inflation que de chômage est un obstacle, à moins que les hommes politiques soient capables de modifier cette contrainte. La résorption durable du chômage passe par une baisse du temps de travail et par une stratégie de contournement de la contrainte des marchés financiers, qui maintient la stratégie de la déflation compétitive. La demande est bien insuffisante pour compenser les

²⁸ Rosanvallon, P. (1995). La Nouvelle Question Sociale, Le Seuil, Paris.

effets négatifs de la productivité et de l'emploi. Cette stratégie peut passer par la monnaie commune et une relance européenne. L'idée de défendre une monnaie forte n'est pas toujours le bon moyen pour répondre à la concurrence. La volonté d'une monnaie forte s'apparente plus au mercantilisme qu'à la neutralité monétaire des libéraux.

Le travail n'est pas une fin en soi. Il est clair que sa réduction se fait dans un contexte de compétition tendue qui la rend difficile. Le coût social de l'obligation du travail est sans doute supérieur aux avantages du travail contraint. Or, la compétition rend impossible les solutions humaines raisonnables.

F) Le déclin du politique, du social et du culturel

Le libéralisme universaliste exècre les différences culturelles, régionales, étatiques. Elle ne l'admet que dans les revenus et les patrimoines. On détruit alors les cultures sans contreparties tangibles. Avec le développement de l'Asie, la modernité occidentale n'aura été, peut-être, qu'une péripétie de l'histoire. Le politique, qui gère normalement la diversité, doit réinvestir l'économique et le social, avec le refus de l'universalisme artificiel. Il faut apprendre l'appartenance multiple et la tolérance et redéfinir une « humanité commune », avec ses dissidences.

a) La crise culturelle

La modernité fondée sur l'individualisme des moeurs, le droit de critique (comme dogme absolu), l'autonomie de la conduite et la philosophie idéaliste, est fondamentalement occidentale. Or, le capitalisme refuse la différence culturelle, il défend l'individualisme profond, absolu, celle des individus dont les préférences sont incomparables, il affirme le primat de la raison économique. D'autres courants souhaiteraient plutôt le primat du politique. Cependant, la rationalité économique n'est pas une invention de l'occident. « Pour les Beembé, l'essor économique n'est pas en contradiction avec la tradition, la rationalité économique s'accommode fort bien d'un certain codage culturel et puise même dans ce codage une énergie endogène considérable et cette modernité peut naître en dehors de l'occident qui ne l'a pas vu naître. Pour eux, il y a le pouvoir politique fondé sur les représentations lignagères et le modèle de réussite économique, souvent contradictoires, mais créant une cohésion sociale ». L'inventivité chinoise aurait pu déboucher sur une mutation industrielle et elle avait toutes les chances de dominer la planète au XV^{ème} siècle, mais la centralisation du pouvoir politique est fatale à l'économie de marché et donc au développement économique. Or, ce n'est pas tant la force de ce pouvoir qui a condamné le développement que sa nature rentière, ses abus permanents, son refus d'encouragement à la production des richesses. Dans le même ordre d'idée, les intendants généraux ont aussi été de véritables sangsues pour l'économie française. Colbert, un bon mercantiliste, interdisait les exportations de grains du royaume, conduisant alors à une dépression de la production (ce qui était contraire à son objectif). Enfin, dans les pays arabo-musulmans, la modernité politique avait été conçue sur le mode du nationalisme (Nasser, Bourguiba, etc.).

La mondialisation exacerbe les crises identitaires et le repli sécuritaire. Elle se présente comme un projet universaliste de la raison libérale. Pourtant, elle ne nous a pas rapproché les uns des autres et elle n'a pas éliminé la violence. Le grand marché, contrairement aux idées hayeckiennes, n'est pas producteur de droit et de progrès moral. Au contraire, les valeurs communautaires soudent les petits groupes, les valeurs sociétales fondent la grande société, mais ces valeurs sont incompatibles. La négation des liens communautaires est le moyen le plus sûr de les voir resurgir sous une forme paroxysmique très destructrice. L'universalité libérale est un principe d'indifférence absolue. Il n'y a ni peuple, ni collectivité, ni solidarité. Il faudrait définir une coexistence pacifique sur le mode de l'indifférence absolue, dans le cadre de la séparabilité complète des fonctions de préférences des agents et citoyens. L'optimum parétien est un optimum interindividuel, et

non pas social. Il y a négation du fait culturel et même de la simple envie. La mondialisation, stade ultime du monde libéral, aboutit à la violence quotidienne. L'Etat-nation a souvent condamné l'ethnisme, mais la raison universaliste s'oppose à lui. Les Lumières en voulant déjouer les superstitions ont aussi déracinées les hommes. Pourtant, il faut admettre la Nation plurielle. Platon prétendait que les inégalités étaient corruptrices et que la démocratie conduisait inéluctablement au désordre, au despotisme et donc à la servitude du peuple.

L'économie mondiale ne peut fonctionner durablement sans un minimum de coordination internationale et de dispositifs de régulation. La mondialisation de l'économie ne s'est pas accompagnée d'un investissement mondial du politique. Tous les pays veulent bien participer aux échanges internationaux, mais ils n'y sont pas prêts. Sur quelles bases fonder les nouvelles règles du jeu ? Pour John Rawls, il faut postuler un principe d'équité universel qui fonderait le nouveau contrat social. Les hommes sont rationnels et capables de connaître leurs intérêts à long terme. Rawls affirme le primat du politique. Chaque société recèle une part de dissidence. L'expérience montre que le développement a été le fait des régimes autoritaires, alors même que l'idéologie libérale situe son apparition avec l'avènement de la démocratie à l'occidentale. Les peuples qui ont cherché à conserver leur identité culturelle ont obtenu de meilleures performances économiques (Japon, Asie du Sud-Est, Chine). La cohésion culturelle et la confiance sont des facteurs plus décisifs du développement que la démocratie et le marché. Les droits humains relèvent d'une réciprocité que tous les peuples peuvent partager, ils ne sont pas universels par nature. Cependant, les hommes ont des niveaux d'appartenance multiples et aucun d'eux ne doit être fondé sur la négation de l'autre. L'universalité n'est pas une donnée immédiate, mais une construction patiente. L'Afrique est le seul continent à produire de la relation sociale, à innover socialement. La ligne de partage entre pauvres et riches passe plutôt à l'intérieur des familles qu'entre les familles. L'Asie s'atomise socialement. Les enjeux sont considérables. Si rien ne change, une partie du monde risque d'imploser, une autre de se reconstruire sur la base d'idéologies peu tolérantes et fascisantes. Le déclin de l'Etat/Nation est accéléré par l'idéologie libérale qui l'imagine comme une scorie qu'il faut supprimer au bénéfice du grand marché libérateur, autonome et prospère. Or, c'est le seul fondement actuel de la cohésion sociale. L'objectif n'est pas de venir à des Etats omnipotents et ventripotents, mais il faut une volonté politique assumant à la fois le fait national et la mondialisation.

b) La crise de la science économique

Le discours contemporain, laisse croire que l'ordre économique est le seul scientifique et que l'ensemble des relations humaines relève de l'économique. L'énoncé de toute loi économique est pourtant suspect, c'est même une prétention scientifique excessive. Il faut réfuter la théorie des anticipations rationnelles, qui n'est ni rationnelle, ni prouvée. Elle permet de justifier le refus de toute politique macroéconomique. Les marchés en général sont pourtant peu ou non efficaces, ils conduisent à des contradictions. Le double bind des marchés financiers apporte la preuve de l'irrationalité des prévisions financières « La théorie des anticipations n'est pas en mesure de prédire ses propres effets en tant que théorie, parce qu'elle aurait à prédire les effets de ses propres prédictions. Ce qui paraît logiquement impossible ou contradictoire. Ou alors cette théorie liquide toute théorie économique comme discipline.

Il en résulte trois grandes conséquences :

- Chaque personne ne se définit que par son aptitude à produire, à consommer et à épargner. Le consumérisme favorise en outre l'exclusion. Il en résulte un affaiblissement de la communication sociale, et donc de la démocratie.
- La compétitivité et la productivité deviennent les seuls critères de choix. Le gain financier devient la règle et on ne parle plus en termes de rentabilité minimale, compte tenu des

impératifs sociaux. La pauvreté est souvent le résultat de certains choix technologiques fondés sur le seul profit.

- L'affaiblissement du politique est incontestable, avec de larges plages d'incertitude concernant la Chine, les pays de l'ancienne URSS ou les rivalités ethniques. La fragmentation sociale produit du chaos et de la perte de sens. La culture devient du folklore.

L'économie ne se revouelle jamais pareille à celle-même, c'est pourquoi elle ne peut être une science. Les analyses économétriques et l'instabilité de leurs résultats témoignent de cette insuffisance. Si globalement les modèles économétriques montrent que la réduction du protectionnisme augmente les taux de croissance (sauf pour l'Afrique), ils ne nous disent rien sur le coût environnemental, sur les seuils à dépasser ou non, elles donnent un monde statique sans avenir, celui de la retranscription du passé et donc de son maintien.

c) Les principes d'action

Il faut reconstruire une économie de dignité (Sorman), en investissant dans l'économie populaire et dans l'amélioration des conditions de vie. Il faut pourtant un retour du bien commun dans la société politique, avec la révélation des dissidences et de l'altruisme, une recherche minimale d'équité, des pratiques sociales nouvelles en matière de droits humains. Il y a trois fondements du droit commun 1) le théorème d'impossibilité d'Arrow, 2) les recherches sur les jeux coopératifs, 3) L'optimum de second rang. La coopération indique que l'on ne suive pas son seul intérêt immédiat, mais qu'on a aussi le souci de la collectivité. La théorie de Rawls s'oppose à la conception ultralibérale du marché politique qui suppose soit qu'une majorité versatile s'impose à une minorité de manière tyrannique, soit que le politique se dissout dans le marché généralisé. La coexistence d'idéologies peut se faire par le consensus par regroupement, qui conduit par itération à l'énoncé d'un contrat social établissant les règles fondamentales de la société. Ce contrat ne doit engager en rien les convictions morales, philosophiques ou religieuses de chacun. Il faut un simple principe d'équité. Il y a primat du politique pour réinstaurer la société. La démocratie doit être fondée sur un principe éthique, la justice, au coeur du bien commun.

La culture est un système de cohérence sociale et de confiance, de code, c'est un moyen de structuration de la société. Cependant, la contre-modernité n'est pas non plus la panacée et le choc de la modernité ne produit pas que de la violence. Il n'existe pas un modèle universel de démocratie, mais le politique doit réinvestir l'économie, avec un contrôle étroit de la raison technocratique, le rejet de la théorie des anticipations rationnelles qui nie tout volontarisme économique et toute volonté de coordination sociale et le refus d'un individualisme excessif qui rejette les valeurs collectives. C'est un véritable enjeu de civilisation.

Il faut critiquer le pouvoir technocratique, qui légitime le rôle politique de plus en plus monopolistique des technocrates. Le FMI et la Banque mondiale exercent des droits régaliens sur l'ensemble de la planète. Max Weber pensait que la pensée technocratique l'emporterait et l'URSS a illustré cette prédiction. Or, l'ordre total conduit à la mort. Le technocrate se préoccupe de la gestion ordinaire de l'Etat et il ne peut penser à la durée, au global et à la complexité. Il évite les conflits et les débats publics sur la base d'une compétence discutable dont il s'accorde le monopole, il défend sa caste comme instrument de la pérennité de son propre pouvoir, il commet des erreurs de prévision d'autant plus grandes qu'il n'est pas contrôlé (Tchernobyl ou la non-prévision de la chute du mur de Berlin), il applique volontiers les principes de la bureaucratie (les principes de Peter et de Parkinson), et il néglige les rapports démocratiques. La technocratie doit être contrôlée, car la corruption et les malversations ne sont pas le monopole des seules affaires privées. Or, la technocratie se développe considérablement dans les grandes organisations économiques internationales. Si la Banque mondiale se prévaut de sa compétence presque infaillible, elle n'en a pas moins manqué pour autant de changer de stratégie de financement, notamment

du fait de l'échec de certaines politiques recommandées, voire imposées, aux Etats. Ainsi, la Corée du Sud a fondé son développement sur une planification centrale, l'interventionnisme bureaucratique et les directives gouvernementales, qui sont pour autant des mesures refusées par la Banque mondiale.

Il faut trouver une thérapie sociale et une culture de tolérance et développer la démocratie de proximité. Aucune exception culturelle ne peut être invoquée contre les droits humains. Une société doit se penser comme humaine, ce qui n'est pas le cas de celle du marché, avec sa main invisible. La démocratie formelle n'est pas la condition nécessaire du développement, ni le développement la condition de la démocratie. Ce n'est pas parce que les pays ne sont pas démocratiques qu'ils sont pauvres, c'est parce que leur société vit dans un mode de fonctionnement inégalitaire et hiérarchique. L'acculturation occidentale est une tragédie. La cohésion sociale et culturelle est un facteur essentiel de développement, la mondialisation conduit à la déterritorialisation et à la destruction du politique. Le monde contemporain n'est pas l'achèvement de la raison, il en est la perversion. La question est de savoir s'il faut marcher sur la lune ou réduire la pauvreté.

La remise en ordre de l'économie mondiale rencontre deux difficultés :

- L'idéologie dominante laisse les Etats se désaisir de leurs responsabilités, via la mondialisation et la régionalisation. On assiste à un déclin du politique, avec le désordre, l'iniquité et la violence qui risquent de s'en dégager.

- Il y a un choix croissant entre la modernité occidentale sans compensation économique notable. La confiance risque de disparaître. Il faut penser autrement l'économie, il faut un sursaut politique et culturel. Or, ce sursaut ne peut pas tomber du ciel, il faut le provoquer dans des dynamiques sociales.

On est dans un cercle vicieux (une aporie). La faible croissance conduit à la pauvreté et au chômage. Une forte croissance suscite des investissements économes de travail et un nouveau chômage. Il n'y a que deux solutions pour sortir de cette impasse :

- Soit partager le gâteau, les pays du Sud se spécialisant dans les activités supposant de grandes quantités de travail ; ce modèle est déjà dépassé.

- Soit on suscite une croissance mondiale plus soutenue qui donnerait une plus grande marge de manoeuvre sociale, qui permettrait d'instaurer de nouvelles règles du jeu économiques, sociales et financières. La dimension sociale des ajustements n'a pas d'autres ambitions que d'éviter que la machine sociale n'explode ou se soit un frein au développement. Il faut en fait reconstruire le politique pour qu'il gère l'économie. La démocratie citoyenne est une société à responsabilité généralisée, mais la société politique doit maîtriser ses développements. Il faut pour ce faire résoudre plusieurs défis majeurs : le pouvoir financier et économique qui conforte sa suprématie planétaire et domine tous les grands systèmes de communication, la logique techno-économique qui s'auto-légitime, la pauvreté croissante, les puissances mafieuses, les guerres ethniques, le conformisme ambiant intolérant et sécurisant, les risques environnementaux, le libéralisme ambiant qui demande, à l'aide d'institutions technocratiques, de laisser faire plutôt que de résoudre les problèmes quotidiens des personnes.

Cette analyse reste encore d'actualité. Avec la crise du coronavirus, les illusions de la mondialisation, l'oubli des services publics devenus incapables de régler rapidement des problèmes du quotidien des citoyens et le triomphe des intérêts privés et des inégalités se sont accélérés. « Pourtant, la sécurité nationale ne peut pas se limiter au seul domaine militaire, elle comprend aussi les secteurs de la santé, de l'éducation, des risques industriels, de la protection du patrimoine, des ressources naturelles et de la qualité de vie collective des citoyens. Les autorités publiques ont oublié que les produits et services essentiels à la survie des hommes doivent toujours être disponibles à l'intérieur du pays, soit en stocks, soit en capacité immédiate de production. Il en va ainsi des produits alimentaires, des médicaments, des instruments de protection collectifs et individuels, des équipements sanitaires, des règles concernant les qualités de l'air et de l'eau fixées « a minima » par les organismes internationaux. Il en va de même de la maîtrise des technologies (notamment digitales). En cas d'une menace de cyber attaque, comment l'Europe pourra-t-elle se protéger de la puissance des Google, Microsoft ou Apple, mais aussi d'actions similaires venues de Chine ou de Russie ?⁵ De même, compte tenu des inégalités et du poids des « riches » dans l'information, la démocratie se transforme progressivement en ploutocratie. « Le pouvoir appartient à ceux qui contrôlent les moyens financiers, l'information, et même les cénacles administratifs et politiques. Les firmes multinationales exercent une influence considérable sur les institutions publiques, car elles ont le pouvoir de financer les campagnes électorales, de contrôler l'information (télévision, journaux, internet, données des Etats) et d'exercer un lobbying efficace dans toutes les instances nationales et internationales. Elles peuvent s'offrir, à grand prix, les meilleures intelligences pour défendre leurs intérêts »⁶. Les Etats des paradis fiscaux commercialisent leur souveraineté⁷. La globalisation économique ne conduit pas à la paix. La paix est pourtant toujours menacée par les intérêts économiques, politiques et parfois religieux divergents. L'économie est une arme redoutable. Sans procédure de régulation, dans un monde qui valorise la performance économique des individus ou des Etats, les facteurs de domination et les inégalités qui en résultent sont autant de facteurs de mécontentement, de frustration ou d'oppression individuelle et collective qui peuvent déboucher sur des guerres civiles ou interétatiques. La paix économique du libéralisme est toujours introuvable »⁸. L'analyse d'Englehard reste à bien des égards passionnante, car les grands maux de notre société étaient écrits soit clairement, soit en filigrane.

Bibliographie

Arrow, K. (1963), *Uncertainty and the Welfare Economics of Medical Care*, *American Economic Review*.

Barre, R., Fontanel, J. (1991), *Principes de politique économique*, Collection "L'Economie en Plus", Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991, 150p.

Bourguinat, H. (1996), *La tyrannie des marchés*, Economica, Paris.

Boyer, R., Drache, D. (1996) Ed., *States against market*, Routledge, New York.

Boyer, R. (1997), *Mondialisation, au-delà des mythes*, La Découverte, Paris.,

⁵ Fontanel, J. (2020), *La globalisation atteinte du coronavirus. Inégalités, égoïsme, ploutocratie, insécurité*, ThucyBlog n°30, afri-ct.org Paris.

⁶ Ibid

⁷ Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le Triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*

Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays filous*, L'Harmattan, Paris.

⁸ Fontanel, J. (2020), *L'introuvable paix économique* », ThucyBlog, n°15, afri-ct.org Paris..

- Di Ruzza, R., Fontanel, J. (1995), Dix débats de l'économie politique, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble,
- Eisner, R. (1994), The misunderstood Economy. What counts and how to count it ? Harvard Business School Press, Boston.
- Fontanel, J. (1979), Ecologie, économie et plurigestion, Editions Entente, Paris
- Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Masson, Paris.
- Fontanel, J. (2005), La globalisation en analyse, Collection « Côté cours », L'Harmattan, Paris, 2005.
- Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in The evolving boundaries of defence : an assessment of recent shifts in defence activities, (Bellais, R. Ed.), Emerald, Bingley, U.K., 2014. .
- Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, pays filous, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers, AFRI, Paris.
- Fontanel, J. (2020), L'introuvable paix économique », ThucyBlog, n°15, afri-ct.org Paris..
- Fontanel, J. (2020), La globalisation atteinte du coronavirus. Inégalités, égoïsme, ploutocratie, insécurité, ThucyBlog n°30, afri-ct.org Paris.
- Forrester, V. (1996), L'horreur économique, Fayard, Paris.
- Lorenzi, J.H., Borles, J. (1995), Le choc du progrès technique, Economica, Paris.
- Mattelart, A. (1997), La nouvelle idéologie globalitaire, in La mondialisation au-delà des mythes, La Découverte
- Rosanvallon, P. (1995), La nouvelle question sociale, Le Seuil, Paris.
- Saez, E., Zucman, G. (2020), Le Triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie.
- Vatriani, P. (1993), Un concept de pauvreté disjonctif, Economie appliquée, décembre.
- Viveret, P. La guerre économique n'est pas une fatalité, in la Mondialisation, au-delà des mythes, La Découverte, Paris.